

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 27/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société CHEDDITE FRANCE S.A**

99, Route de Lyon  
BP112  
26501 BOURG LES VALENCE

Références : 20221027-RAP-DAEN0893  
Code AIOT : 0006102526

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2022 dans l'établissement CHEDDITE FRANCE S.A implanté 99, Route de Lyon BP112 26501 BOURG LES VALENCE. L'inspection a été annoncée le 27/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est menée dans le cadre du récolement de l'arrêté de mise en demeure du 24/07/2020 portant sur le respect de la VLE en cyanures totaux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEDDITE FRANCE S.A
- 99, Route de Lyon BP112 26501 BOURG LES VALENCE
- Code AIOT : 0006102526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'inspection a contrôlé le point de rejet final, le traitement de surface, un puits et 2 forages du site, les piézomètres PZSA1 et PZSA2

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection précédente
- rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
NC5_2020 – étanchéité des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article 4.3.3 de l'article 2	Lettre de suite
NC4_2021 – détection incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article 6.1.2 de l'article 2	Lettre de suite
NC1_2022 – Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Lettre de suite
NC2_2022 – Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire
O1_2022 – Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire
A12_2017 et A13_2017 – Traitement des effluents atmosphériques du TS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45-I
NC3_2020+ A6_2017 + NC2_2019 – rejets aqueux SRR2	Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article article 2 de l'annexe 4
NC4_2020 – rejets emboutissage au milieu naturel	Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article 5.4 de l'annexe I
NC4bis_2020 – dépassement azote	Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article article 2 de l'annexe 4
APMD cyanures totaux	AP de Mise en Demeure du 24/07/2020, article 1er
Consignes d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-I
NC1_2021 – dépassement des piézomètres du sol	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
NC2_2021 – accès aux piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
NC3_2021 – identification des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
NC5_2021 – mise à jour EDD	Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article 1.1 de l'article 2
Ecremage	Arrêté Préfectoral du 19/10/2021, article Titre 3
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Point de contrôle	Référence réglementaire
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La concentration en cyanures totaux est conforme et l'arrêté de mise en demeure est respecté.

Des travaux sont en cours sur la détection incendie, sur l'étanchéification des réseaux et sur la création de la rétention des eaux incendie.

### 2-4) Fiches de constats

O1\_2022 – Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un état des stocks tenu à jour. Les quantités déclarées sont inférieures à celles déclarées dans le dernier dossier modificatif.</p> <p>Il convient que l'exploitant fluidifie la disponibilité des données sur la partie produits chimiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance des rejets atmosphériques ne porte pas sur le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement ni sur l'évaluation des émissions diffuses.</p> <p>L'exploitant doit réaliser une surveillance de ses rejets atmosphériques portant également sur le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement et sur l'évaluation des émissions diffuses.</p> <p>Le rapport du 31/01/2020 fait une évaluation des débits et flux d'émissions diffuses.</p> <p>L'exploitant indique que l'entretien des systèmes de captation va être amélioré (campagne d'entretien en trois fois sur le mois de juillet (nouveau par rapport à avant) et des mesures vont être à nouveau faites.</p> <p>Afin de déterminer les débits nécessaires à la bonne captation, il convient que l'exploitant se rapproche de son fournisseur. Les mesures comparatives de débit pourront alors être menées.</p> <p>L'exploitant tiendra informée l'inspection de ces points d'ici le 30/09/2020. Les résultats des mesures seront transmis. Un comparatif avec les débits ou vitesses d'aspiration préconisés par le constructeur/fournisseur sera effectué.</p> <p>Par courriel du 16/11/2020, l'exploitant a transmis une note de calcul des débits nécessaires pour l'aspiration du TS tonneaux.</p> <p>Les analyses de 2019 indiquent un débit d'aspiration de 20 700 m<sup>3</sup>/h sur l'aspiration générale pour un débit requis de 22 737 m<sup>3</sup>/h et un débit de 5 300 m<sup>3</sup>/h sur la partie cyanures pour un débit requis de 6 261 m<sup>3</sup>/h. Les débits réels d'aspiration sont donc insuffisants.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan d'actions avec un échéancier de réalisation raisonnable d'ici le 28/02/2021.</p> <p>Lors de la visite du 14/09/2021, l'exploitant a indiqué avoir passé la commande pour la réalisation de capots sur mesure afin d'augmenter la vitesse d'aspiration. L'entreprise doit intervenir fin octobre 2021 et des mesures sont prévues en novembre.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats de mesure de débit pour le 31/12/2021.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté les contrôles des performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement réalisés dans l'année suivant la mise en service de ces systèmes.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs de contrôles des performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement réalisés dans l'année suivant la mise en service de ces systèmes conformément à l'article 45-I de l'arrêté du 09/04/2019.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 17/02/2022, l'exploitant a transmis les rapports de mesures des débits et le recalcul des débits suite aux modifications du traitement de surface. Les débits mesurés sont conformes.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article article 2 de l'annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant indique que la charge en DCO, MES et DBO5 provient principalement de l'atelier emboutissage et que ce problème pourra être résolu avec le passage en zéro rejet de cette partie du site.</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats d'analyses du rejet final SRR2 du 01/09/2021 après la mise en service du système de recyclage des huiles sur la partie emboutissage le 23/08/2021. La concentration en DCO est de 110 mg/L, la concentration en DBO5 de 56 mg/L et la concentration en MES de 15 mg/L.</p> <p><b>Constats :</b> Aucun dépassement sur les concentrations ou flux n'est relevé lors du contrôle inopiné du 19/09/2022 au rejet final.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article 5.4 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Tout effluent aqueux industriel issu de l'installation de travail mécanique des métaux est considéré comme un déchet et doit être traité comme tel. Ce point est entré en vigueur au 01/01/2018.</p> <p>Les effluents aqueux issus des procédés d'emboutissage sont rejetés au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan d'actions permettant de passer en zéro rejet sur l'ensemble de la partie 'travail mécanique des métaux'. Et notamment, un détail du plan d'actions 'passage en zéro rejet pour les presses culots emboutissage', un rétroplanning des travaux et les devis signés pour les travaux (machine + tuyauteries) doivent être transmis à l'inspection.</p> <p>Par courrier du 24/07/2020, l'exploitant indique que les travaux vont se dérouler sur 2020 et 2021 :            * phase 1 : passage des canalisations en août, octobre et décembre 2020. L'exploitant a transmis le bon de commande du 17/07/2020 pour ces travaux            * phase 2 : installation d'une centrale de recyclage en août 2021</p> <p>Par courriel du 20/11/2020, l'exploitant a transmis la facture du 08/10/2020 pour la création d'un réseau inox au niveau de l'emboutissage.</p> <p>Lors de la visite du 14/09/2021, l'inspection a constaté la mise en service de la station de recyclage des huiles.            Il reste les effluents de la partie « alvéoles » et de la partie « enclumes » qui sont traités puis rejetés au milieu naturel.            La partie « enclumes » génère environ 2 m<sup>3</sup> d'effluents et des boues. L'exploitant envisage la mise en déchet d'ici le 31/11/2021.            La partie « alvéoles » génère environ 3 m<sup>3</sup> d'eau traitée. L'exploitant envisage de solliciter un raccordement à la STEU pour cet effluent après pré-traitement et de demander une dérogation pour le 31/12/2021.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que les effluents restants de la partie travail mécanique des métaux sont envoyés en déchets. Environ 30 t de déchets sont produits par semaine.</p> <p>L'envoi des effluents de la partie « alvéoles » en station de traitement des eaux usées a été refusée par l'agglomération VALENCE ROMANS AGGLO suites aux analyses défavorables des effluents.</p> <p>L'inspection a examiné les bordereaux de suivi de déchets pour la lessive huileuse du 12/01/2022, 17/01/2022, 12/05/2022, 09/06/2022. RAS</p> <p>L'exploitant indique faire un essai avec la STEU pour les eaux de la partie « enclumes » qui représentent entre 3 et 5 m<sup>3</sup>/jour. Un envoi en analyses d'échantillon doit être menée prochainement.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article article 2 de l'annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le contrôle inopiné du 13/06/2019 indique qu'un dépassement pour le paramètre NGL (azote global) en concentration et flux a été observé : concentration de 62,5 mg/l et flux de 5,5 kg/j pour une valeur limite réglementaire fixée à 30 mg/l si le flux dépasse 5 kg/j. Le plan d'actions a été envoyé le 13/12/2019.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les éléments prévus dans le plan d'actions relatif à la mise en conformité des rejets eaux pour le paramètre azote global.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant saisie les données sous GIDAF. RAS juillet/juin 2022 sur tous les paramètres sauf les concentrations en NGL et CN totaux. L'exploitant indique que l'azote global est lié à la présence des CN totaux. Les résultats d'analyses du 26/08/2022 (NGL : 84 mg/L pour 1,15 kg/j) et 09/09/2022 (NGL : 120 mg/L pour 3,72 kg/j) ont été présentés. Le flux étant inférieur à 5kg/j, aucune concentration maximale ne s'applique.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article 4.3.3 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant n'a pas justifié de l'étanchéité des égouts. Il envisage d'utiliser pour partie ces réseaux pour la rétention des eaux d'incendie. L'exploitant doit justifier de l'étanchéité des égouts.</p> <p>Par courriel du 19/11/2020, l'exploitant a transmis le rapport du 03/11/2020 sur l'état des réseaux. Le collecteur principal n'est pas étanche (absence de radier, lit de cailloux, fissure longitudinale) et des hydrocarbures sont présents. L'exploitant indique qu'un nettoyage des hydrocarbures est prévu.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan d'actions de remise en état des réseaux d'eaux d'ici le 31/01/2021.</p> <p>Par courriel du 29/01/2021, l'exploitant a transmis un bon de commande pour une intervention de curage S15/2021.</p> <p>Lors de la visite du 14/09/2021, l'exploitant indique qu'une étude de faisabilité de la réfection de l'ensemble des réseaux et de la création des bassins de rétention des 990 m<sup>3</sup> d'eaux d'incendie est en cours par la société EGCTP. Il précise que ces travaux ne peuvent se dérouler qu'en dehors des périodes ouvrées pendant les 3 semaines d'arrêt au mois d'août et qu'il faudrait donc 5 à 6 ans afin que l'ensemble des travaux puissent être menés. Les montants s'élèvent à plusieurs millions d'euros et plusieurs appels d'offre doivent être effectués. Il est envisagé de faire des réseaux séparatifs eaux pluviales/eaux industrielles.</p> <p>Un échéancier de travaux sur l'ensemble des réseaux doit être transmis pour le 31/03/2022.</p> <p>Voir proposition de mise en demeure pour la partie réseau du TS</p>
<p><b>Constats :</b> Concernant la partie du réseau du traitement de surface entre SRR1 et SRR2, la mise en demeure du 19/10/2021 a été respectée.</p> <p>Concernant les autres parties du réseau, par courrier du 15/04/2022, l'exploitant s'est engagé à faire les travaux en août 2022 (air de retournement des camions, mise en place des 2 citernes de 500 m<sup>3</sup>), 2023 (réalisation de 300 ml de canalisations), 2024 (300 ml de canalisations), 2025 (350 ml de canalisations), 2026 ( 250 ml de canalisations). A l'oral, l'exploitant s'est engagé à mettre en place les vannes martelières en 2022.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique qu'en août 2022, des travaux ont été menés sur la partie parking/aire de retournement des camions. Une deuxième tranche de travaux pour la pose des 3 citernes de 300 m<sup>3</sup>, le raccordement de l'atelier extrusion et la pose des vannes martelières est prévue pour d'ici fin 2022. L'exploitant a présenté les bons de commande du 31/08/2022 pour ces travaux.</p> <p>A suivre</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

## APMD cyanures totaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/07/2020, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respecter l'article 33-III-1 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou de la rubrique n° 2565 en respectant la valeur limite d'émission en cyanures totaux de 0,1 mg/L. Délai : 24/01/2021 (délai prorogé au 31/08/2022)
<b>Constats :</b> Par courrier du 28/09/2022, l'exploitant a transmis les bulletins d'analyse des eaux issues du traitement de surface du 29/08/2022 au 20/09/2022. La concentration en cyanures totaux est inférieure à 0,1 mg/L sur l'ensemble des mesures.  L'inspection a constaté la présence d'une résine échangeuses d'ions en traitement de finition ainsi qu'une résine de secours.  L'exploitant a répondu à la demande et respecte l'arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Consignes d'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : - la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;[...]         - les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles
<b>Constats :</b> Par courriel du 06/10/2022, l'exploitant a transmis le manuel d'autosurveillance des effluents aqueux V3 du 05/10/2022. La nature et le contrôle de la qualité des effluents sont précisés. Les modalités d'intervention en cas de situation anormales sont rapidement évoquées (problème confié au service Entretien si l'écart est avéré).  Le document répond à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## NC1\_2021 – dépassement des piézomètres du sol

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les chambres de comptage des forages PZSA1 et PZSA2 ne dépassent pas de 0,5 m du niveau du sol. L'exploitant doit mettre en conformité ses piézomètres par rapport aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003. Délai : 31/10/2021
<b>Constats :</b> Un dossier de demande de dérogation a été déposé et fait l'objet d'un traitement distinct du présent rapport.  L'inspection a constaté l'étanchéification de la plaque et de la tête de forage pour le PZSA1 et le PZSA2.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## NC2\_2021 – accès aux piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès aux forages PZSA1 et PZSA2 ne sont pas interdits par des dispositifs de sécurité. L'exploitant doit mettre en conformité ses piézomètres par rapport aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003. Délai : 31/10/2021
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le PZSA1 et le PZSA2 sont fermés avec des vis et un cadenas.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### NC3\_2021 – identification des piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les forages PZSA1 et PZSA2 ne sont pas identifiés par un plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration. L'exploitant doit mettre en conformité ses piézomètres par rapport aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté du 11 septembre 2003. Délai : 31/10/2021
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que le PZSA1 et le PZSA2 disposent d'une plaque d'identification.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### NC4\_2021 – détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article 6.1.2 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments de stockage pyrotechniques ne disposent pas d'un système de détection incendie. L'exploitant indique que les travaux sont prévus en plusieurs tranches jusqu'à fin 2023. L'exploitant doit mettre en place des dispositifs de détection incendie Délai : 31/12/2023  Un échéancier précis, zone par zone, des travaux doit être transmis. Une priorité doit être mise sur les stockages pyrotechniques. Délai : 31/10/2021
<b>Constats :</b> L'échéancier de travaux a été transmis le 25/11/2021.  L'exploitant a présenté le PV du 11/02/2022 indiquant que la partie emboutissage, magasins Nord (Unifrance/Décathlon), stocks huile/palettes, traitement de surface sont équipés d'une détection incendie. Le PV du 07/09/2022 indique que la partie Extrusion, stockage d'amorçages, magasin 10/86 et magasin étuis sont également équipés.  A suivre pour les parties manquantes
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/1998, article 1.1 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude de dangers n'est plus adaptée aux installations exploitées. La régularisation de la situation administrative sous la rubrique 2915 et 2663 n'est pas recevable à ce stade. L'exploitant doit transmettre son rapport à connaissance complet ainsi que l'étude de dangers actualisée au regard des modifications apportées (notamment la cessation d'activité d'une partie du TS). Délai :31/12/2021
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une étude de dangers actualisée. L'instruction de celle-ci fait l'objet d'un rapport distinct.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Ecremage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2021, article Titre 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un écrémage trimestriel de la pollution suintant vers le caniveau enterré à proximité des fosses à déchets métalliques est effectué.  La surveillance de la pollution au fioul lourd identifiée sur la partie Nord-Ouest du site est maintenue. Un bilan quadriennal sur la surveillance et la qualité des eaux souterraines est adressé à l'inspection des installations classées d'ici le 31/12/2024, puis tous les 4 ans.  Si une pollution de la nappe issue de la zone polluée au fioul lourd est constatée, un nouveau plan de gestion de la pollution sera transmis par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence des fûts de 200 L sur rétention dédiés au stockage des produits écrémés. Aucun envoi en élimination de déchets n'a été fait à ce stade.  L'autosurveillance trimestrielle est réalisée (vu rapports décembre 2021, juillet et mars 2022 (aucune substance détectée)).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Ouvrages de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Le milieu récepteur est busé. Aucun contrôle visuel ne peut être fait par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Points de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les réseaux ne sont pas séparatifs eaux pluviales/eaux industrielles. Les prélèvements ne sont pas effectués les jours de pluie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Points de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence du point de prélèvement pour le rejet SRR2 et du canal de comptage. Les points de rejets sont aisément accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Débit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m <sup>3</sup> . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<b>Constats :</b> Pour les points de rejet SRR1 et SRR2, l'inspection a constaté la présence du débitmètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'autosurveillance est réalisée sur les paramètres prévus par l'arrêté préfectoral à une fréquence bi-mensuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Respect VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Aucun dépassement sur les concentrations ou flux n'est relevé lors du contrôle inopiné du 19/09/2022.  Seul un dépassement du pH est relevé (9,5 pour 9) au rejet du TS (SRR1). Une demande de relèvement de seuil de pH à 9,5 a été sollicité par l'exploitant. Ce point encore non acté par arrêté préfectoral est jugé acceptable pour l'inspection. Aussi, aucune non conformité n'est relevé lors du contrôle inopiné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Aucun dépassement sur les concentrations ou flux n'est relevé lors du contrôle inopiné du 19/09/2022.  Pas de nécessité de commentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Les résultats d'autosurveillance sont correctement transmis sur GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'accréditation COFRAC du laboratoire WESSLING de St Quentin en Fallavier. Les analyses ne sont pas menées sur ce laboratoire.  Il doit transmettre les accréditations de WESSLING Altenberge (Allemagne) pour le Benzotriazole et de WESSLING Lyon pour les autres paramètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle inopiné du 19/09/2022 procède au contrôle de recalage pour le débitmètre uniquement.  L'exploitant n'a pas justifié du contrôle de recalage pour le pHmètre et la température.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite